



# Rapport D'ENGAGEMENT 2024



**CHAHINE CAPITAL**

PERFORMANCE ENGINEERING



## SOMMAIRE

### EDITO

- 1. Notre politique d'engagement**
- 2. Focus sur l'environnement : la consommation d'eau**
- 3. Les controverses liées aux Droits de l'Homme**



## EDITO

Chez Chahine Capital, nous sommes convaincus que l'industrie financière a un vrai rôle à jouer dans la transition écologique et qu'il est possible de concilier développement durable et croissance. Acteur de cette démarche, notre offre témoigne de notre engagement à travers le fonds Digital Stars Eurozone et son approche ESG renforcée. En tant qu'investisseur responsable, nous avons ainsi identifié cinq leviers d'actions permettant d'agir concrètement pour la société de demain.

**1 – Engager avec les fournisseurs de données extra-financières**

**2 – Dialoguer en direct avec les sociétés non-couvertes par Sustainalytics**

**3 – Engager auprès des principaux contributeurs néfastes du portefeuille Digital Stars Eurozone**

**4 – Engager avec les acteurs de la place**

**5 – Engagement spécifique pour les sociétés d'énergies fossiles dans le fonds Digital Stars Eurozone**

Ces cinq engagements expriment une seule et même priorité : le dialogue efficient. Sociétés, émetteurs, nous engageons sans cesse la discussion pour plus de transparence. L'objectif ? Alimenter un processus de réflexion constructif et développer des solutions pour que de meilleures pratiques soient adoptées.

Pour aller plus loin dans notre démarche, nous nous engageons également avec des acteurs majeurs de la place à travers les PRI et le Forum pour l'Investissement Responsable principalement. En 2024, nous avons participé à un engagement collaboratif coordonné par Reclaim Finance et OFI Invest, ciblant les grandes entreprises pétro-gazières européennes (Shell, TotalEnergies, Equinor, Repsol et Eni). L'objectif : demander l'arrêt des plans d'expansion fossile et un renforcement des investissements dans les énergies renouvelables, en cohérence avec le scénario « Net Zero Emissions by 2050 » de l'Agence Internationale de l'Énergie. La démarche a pris la forme d'une lettre publique, assortie d'un engagement des signataires à voter contre certains administrateurs en cas d'absence de progrès. Cette initiative s'inscrit dans une logique d'escalade, après des années de dialogues bilatéraux n'ayant pas permis de freiner l'expansion fossile. Cette action commune accroît la pression sur les majors pétro-gazières. Toutefois, les entreprises concernées n'ont pas encore montré de volonté de rupture claire avec leurs projets d'expansion fossile. Ce suivi se poursuivra en 2025.

Ce rapport a pour objectif de présenter notre politique d'engagement et d'explicitier les raisons et la manière dont nous nous engageons avec l'ensemble de nos parties prenantes.



## 1. Notre politique d'engagement

**Au sein de Chahine Capital, nous nous efforçons d'adopter une démarche responsable à plusieurs niveaux. Dans cette optique, nous avons mis en place une politique d'engagement à différents échelons envers l'ensemble de nos parties prenantes.**

**Notre politique d'engagement s'axe ainsi autour de 5 piliers :**

### **A - Engagement avec les fournisseurs de données extra-financières**

Nous challengeons nos fournisseurs de données extra-financières (RepRisk et Sustainalytics) lorsque les données ESG de certains titres ne sont pas disponibles, lorsque les notations ne nous paraissent pas adaptées ou lorsque certaines controverses ne sont pas prises en compte promptement. Nous entamons un dialogue pour connaître la raison de cette absence et la possible couverture de ces valeurs.

### **B - Dialogue en direct avec les sociétés non-couvertes par Sustainalytics**

Pour la gestion de notre fonds ISR Digital Stars Eurozone, nous utilisons différentes approches ESG tels que l'intégration ESG et le « best-in-universe ». Pour ce faire, nous nous appuyons sur les notations ESG (ESG Risk Rating) et carbone (Carbon Risk Rating) fournies par Sustainalytics. Concernant la zone euro, Sustainalytics n'attribue pas systématiquement de notes à toutes les entreprises.

Nous avons donc décidé de mettre en place un engagement envers les sociétés candidates à l'entrée en portefeuille qui ne sont pas couvertes par Sustainalytics. Notre analyste ESG examine les informations extra-financières publiées par l'entreprise. Suite à cette analyse, un mail est envoyé à l'entreprise pour connaître les raisons de cette non-couverture et son positionnement durable. Afin de faciliter sa réponse, un questionnaire d'engagement ESG à remplir est envoyé contenant différentes questions sur ses communications et publications ESG/ISR et ses données relatives aux SFDR PAI (Sustainable Finance Disclosure Regulation Principal Adverse Impacts). Par ailleurs, il est explicitement spécifié à l'entreprise que nous l'encourageons à se rapprocher des fournisseurs de données extra-financières afin d'améliorer la transparence sur ces sujets et de maximiser l'attractivité de son entreprise auprès des investisseurs.

### **C - Engagement auprès des principaux contributeurs néfastes du portefeuille Digital Stars Eurozone**

Pour chaque fonds de la gamme Digital Funds Stars, nous publions un rapport trimestriel d'activité ESG comprenant différents indicateurs de performance environnementale, sociale et de gouvernance. Pour notre fonds ISR Digital Stars Eurozone, nous calculons également les plus gros contributeurs à l'empreinte carbone du portefeuille et ceux contribuant le plus fortement à la consommation d'eau du portefeuille. Le dialogue est engagé avec les entreprises dont la contribution à l'empreinte carbone du portefeuille ou à la consommation d'eau du portefeuille représente plus de 20% du portefeuille. Nous souhaitons connaître les actions mises en place par l'entreprise concernant l'indicateur environnemental auquel elle contribue le plus négativement. Le dialogue est également établi avec les entreprises présentes en portefeuille pour lesquelles RepRisk a répertorié plus de 30 incidents liés aux Droits de l'Homme.



## 2. Focus sur l'environnement : la consommation d'eau

À chaque fin de trimestre, nous calculons les principaux contributeurs à l'empreinte carbone et à la consommation d'eau du fonds Digital Stars Eurozone. Suite à ce calcul, nous engageons le dialogue avec les entreprises contribuant à hauteur d'au moins 20% car nous considérons qu'elles ont un impact environnemental néfaste. Nous engageons donc le dialogue dans l'optique de comprendre la raison de cet impact. Les sociétés contactées sont parfois également détenues dans d'autres portefeuilles de la gamme. En 2024, trois entreprises ont dépassé nos seuils et ont été contactées pour leur forte consommation d'eau.

### 3 entreprises contactées au sujet de leur consommation d'eau

#### 1 réponse obtenue

#### VONOVIA

Vonovia est spécialisé dans la détention et la gestion d'actifs immobiliers résidentiels.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Vonovia reste l'une des principales contributrices à la consommation d'eau du fonds Digital Stars Eurozone. Elle était également présente dans d'autres portefeuilles de la gamme Digital Stars. Après un premier échange en 2023, nous avons renouvelé nos questions en 2024 concernant les évolutions de leurs objectifs de gestion efficace de l'eau.

L'entreprise communique sur son site web et dans son rapport annuel avoir défini sa propre trajectoire climatique, notamment grâce aux innovations et aux nouvelles technologies dans les différents quartiers où elle est implantée. D'autres éléments concernant son ambition en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de responsabilité sociale sont communiqués. D'autre part, les informations relatives à l'utilisation, la consommation et la gestion de l'eau sont peu présentes.

Vonovia a rappelé que la consommation élevée découle principalement des usages directs de ses 500 000 locataires ce qui comprend donc chaque chasse d'eau, chaque douche, etc. L'entreprise estime que son influence est limitée et que ce sont les locataires eux-mêmes qui jouent le rôle le plus important en matière de réduction de la consommation d'eau. Néanmoins, Vonovia a détaillé ses initiatives (toits verts, bassins de rétention, systèmes d'infiltration des eaux de pluie). Son focus reste cependant centré sur la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.



#### THE NAVIGATOR

The Navigator SA se consacre à la production et à la vente de papier, de pulpe de papier et de produits connexes.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Depuis 2022, Navigator est régulièrement le principal contributeur à la consommation d'eau de nos fonds. Nous avons interrogé l'entreprise sur les résultats concrets de ses projets de réduction (par rapport à ce qui nous avait été présenté en 2023) et sur la baisse du taux de réutilisation de l'eau (84 % en 2022, 78 % en 2023).

L'entreprise s'était engagée à revenir vers nous, mais nous n'avons pas reçu de réponse à ce jour. L'absence de suivi limite la crédibilité des engagements pris. Nous maintiendrons le dialogue en 2025.



#### ENCE

ENCE Energia y Celulosa produit et vend de la pulpe d'eucalyptus. Elle produit également de l'énergie renouvelable à partir de la biomasse forestière. L'entreprise opère à travers deux segments : pulpe à papier et énergie (projets de biomasse énergétique).

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Après un premier contact en 2022, nous avons renouvelé nos questions en 2024 sur la gestion de l'eau, les objectifs chiffrés, la comparaison avec les pairs et l'audit externe des données. Aucune réponse directe n'a été reçue de la part de l'entreprise, uniquement des communications générales envoyées par le pôle en charge de la relation avec les investisseurs. Malgré des progrès constatés en matière de reporting, l'absence de retour aux investisseurs est regrettable.



### 3. Les controverses liées aux Droits de l'Homme

La thématique principale de l'engagement 2023 a été **les controverses liées aux Droits de l'Homme**. Notre politique d'investissement prend en compte le risque réputationnel ESG des entreprises à travers la gestion des controverses ESG. Ainsi, nous excluons les entreprises présentant un niveau élevé de controverses sur les facteurs E, S et G (données fournies par RepRisk). À chaque fin de trimestre, nous calculons le nombre d'incidents liés aux Droits de l'Homme (travail forcé, travail des enfants, discrimination à l'emploi, etc.) pour chaque entreprise présente dans le portefeuille Digital Stars Eurozone. Suite à cela, nous engageons le dialogue avec les entreprises ayant plus de 30 controverses liées aux Droits de l'Homme.

**6** entreprises contactées pour des controverses liées aux Droits de l'Homme

**3** réponses obtenues

# LVMH

#### LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON SE

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE est un groupe spécialisé dans la fabrication de produits de luxe. Il opère dans les segments suivants : vins et spiritueux, mode et maroquinerie, parfums et cosmétiques, horlogerie et joaillerie, distribution sélective, autres et holdings.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

De nombreuses controverses ESG avaient été identifiées. Le rapport RSE de l'entreprise explique que de nombreux fournisseurs et sous-traitants (plus de 1300) ont été audités ces dernières années. Cependant, nous avons appris qu'une controverse concernant un des sous-traitants brésilien a été identifiée. De plus, nous avons eu connaissance de nombreuses allégations de l'association People for the Ethical Treatment of Animals (PETA) concernant les violences et mauvais traitements infligés à des animaux de la part de certains des fournisseurs en Asie de LVMH. Nous avons donc demandé à l'entreprise si les audits précédemment cités concernaient également le Brésil et l'Asie. Dans son rapport RSE, l'entreprise explique qu'elle a un objectif pour 2030 de « 100 % des chaînes d'approvisionnement stratégiques dotées d'un système de traçabilité dédié ». Cela est déjà sur la bonne voie pour les achats de cuir (86% en 2022) et cuir exotiques (89% en 2022). Nous avons été surpris de voir que pour le coton, la traçabilité des pays d'origine était de seulement 32%. Des détails ont donc été demandé à ce sujet par mail.

Suite à notre mail, l'entreprise nous a proposé d'organiser une réunion explicative concernant les différents points. Nous avons par conséquent échangé avec LVMH sur la traçabilité des matières premières (cuir, coton, etc.), le bien-être animal et la gestion des controverses soulevées par certaines ONG.

Un échange approfondi a eu lieu, détaillant la structuration des fonctions RSE, les objectifs (0 % plastique vierge d'ici 2026, réduction de 30 % de la consommation d'eau d'ici 2030, zéro déforestation) et les initiatives de circularité. Concernant les allégations de PETA, l'entreprise considère être pleinement consciente des problématiques du secteur et considère les accusations non-justifiées sachant que pour elle les audits nécessaires ont été réalisés montrant de bons résultats. LVMH a reconnu les difficultés spécifiques liées à la traçabilité du coton. La réponse est jugée en partie satisfaisante et témoigne d'une volonté d'avancer, même si des défis persistent sur certaines matières premières sensibles.



## INDITEX

### INDUSTRIA DE DISEÑO TEXTIL SA (Inditex)

Industria de Diseño Textil SA est une entreprise spécialisée dans la vente au détail et la distribution de vêtements, chaussures et accessoires. Elle opère dans les segments suivants : ZARA, Bershka, Pull&Bear, Massimo Dutti, Stradivarius, Oysho, Zara Home et Uterqüe.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Nous avons contacté Inditex au sujet de nombreuses controverses liées aux droits humains (travail forcé, conditions de travail) et aux impacts environnementaux.

Aucune réponse n'a été reçue de la part de l'entreprise. L'absence de dialogue est préoccupante, en particulier compte tenu des enjeux structurels du secteur textile. Par conséquent, nous réitérerons nos demandes en 2025.



### ACCOR SA

Accor SA exerce ses activités dans le domaine de l'exploitation et de l'investissement dans l'immobilier hôtelier. Elle opère à travers les segments d'activité suivants : Services hôteliers, Actifs hôteliers et Nouvelles activités.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Nous avons interrogé Accor sur ses controverses ESG (amende CNIL, accusations de harcèlement et pratiques frauduleuses), sur les actions mises en place en matière de cyber sécurité et sur les mécanismes mis en place pour veiller à la lutte contre toute forme de violences à l'égard des femmes dans leurs hôtels (outre les formations disponibles pour les employés et les initiatives rejoint). Aucune réponse n'a été reçue de la part de l'entreprise. L'absence de dialogue est préoccupante étant donné que les controverses restent insuffisamment adressées. Un dialogue sera envisagé de nouveau.



### DEUTSCHE TELEKOM AG

Deutsche Telekom AG fournit des services de télécommunications et de technologies de l'information. Ses activités s'articulent autour des segments suivants : activités de réseau fixe, de téléphonie mobile et télécommunications, solutions systèmes, développement du groupe, technologie et innovation.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

En 2023, nous avons contacté Deutsche Telekom lorsque nous avons appris qu'une ONG avait lancé une poursuite en justice contre l'entreprise pour avoir prétendument violé le règlement général sur la protection des données en transmettant des données de clients à des agences de crédit sans leur consentement. Nous étions surpris car un des éléments de la politique de responsabilité sociétale de l'entreprise porte sur la protection des données de ses clients et nous avons lu plusieurs procédures sur le site à ce sujet. L'entreprise nous avait expliqué dans quel cadre elle transmettait les données contractuelles de ses nouveaux clients notamment pour détecter et prévenir les fraudes. Elle considère que dans ce cas, elle est conforme au paragraphe 47 du règlement général sur la protection des données, car le transfert de données est fondé sur les motifs légaux de l'intérêt légitime du responsable du traitement. Nous considérons cela recevable et suivons les évolutions de la procédure en cours. En 2024, nous avons élargi nos questions aux controverses de T-Mobile aux États-Unis (antitrust, sécurité post-fusion Sprint). Aucune réponse n'a été reçue de la part de l'entreprise. Bien que des explications aient été fournies en 2023, l'absence de suivi en 2024 sur ces nouvelles controverses limite notre visibilité.



### UNICREDIT SPA

UniCredit SpA fournit des solutions bancaires et financières. Elle opère par le biais des segments géographiques suivants : Italie, Allemagne, Europe centrale, Europe de l'Est, Russie et Group Corporate Centre.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

En 2023, nous avons contacté l'entreprise car nous avons pris connaissance de plusieurs controverses concernant les mesures inadéquates prises par l'entreprise pour lutter contre la déforestation, les investissements en Russie et les droits de l'Homme. Suite à ces échanges, nous avons renouvelé nos questions sur la protection des données et les engagements environnementaux. L'entreprise a détaillé sa politique de protection des données, mise à jour en 2024, ainsi que ses engagements contre la déforestation (refus d'opérations en zones protégées, adoption des Equator Principles, politiques sur les forêts tropicales).

La réponse est jugée satisfaisante, apportant des précisions utiles sur la mise en œuvre des politiques ESG.



#### KBC GROUP NV

KBC Group NV fournit des services bancaires et d'assurance.

#### RAISON DE L'ENGAGEMENT

Nous avons appris que l'entreprise faisait face à des controverses concernant sa probable implication dans le financement de secteurs qui contribuent à la déforestation et à la dégradation des écosystèmes. Nous voulions donc avoir davantage d'explications à ce sujet et échanger sur l'évolution des politiques de lutte contre la déforestation.

KBC a précisé avoir renforcé en 2024 sa politique biodiversité : la politique actualisée en matière de biodiversité couvre davantage de produits forestiers et inclut les négociants de ces produits. Cela signifie que KBC exige désormais de ses clients actifs dans la production et/ou le commerce des produits forestiers qu'ils fassent certifier 100 % de leurs activités dans le cadre d'un système de certification durable reconnu au niveau international dans un délai de quatre ans. De plus, compte tenu du risque important de déforestation, KBC ne financera plus l'élevage bovin en Amérique latine.

De plus, l'entreprise a précisé avoir analysé plus en détail les risques liés à la déforestation pour KBC dans un livre blanc consacré à ce sujet. Cette analyse leur a permis d'identifier les secteurs et les clients prioritaires pour lesquels ils collecteront des informations supplémentaires sur le risque de déforestation.

La réponse est jugée assez satisfaisante et démontre une évolution positive de la politique ESG de KBC.



## CONCLUSION

*En 2024, nos démarches d'engagement ont porté sur trois grands axes :*

- *le climat et ressources naturelles : engagements collaboratifs dans le secteur pétro-gazier, suivi renforcé sur l'eau.*
- *les droits humains et chaîne d'approvisionnement : un dialogue structuré avec LVMH, une absence préoccupante de retour d'Inditex et Accor.*
- *La protection des données et gouvernance : les réponses constructives d'UniCredit et KBC, mais le non-retour de Deutsche Telekom.*

*Nous constatons que certaines entreprises démontrent une transparence accrue et des avancées (LVMH, UniCredit, KBC) alors que d'autres restent en retrait, ne répondant pas aux sollicitations malgré des controverses importantes (Inditex, Accor, ENCE, Navigator).*

*En 2024, Chahine Capital a poursuivi son engagement actionnarial. Nous restons convaincus que le dialogue avec les entreprises est un levier clé pour orienter la finance vers une économie durable et responsable. Les progrès sont tangibles dans certains cas, mais les attentes demeurent élevées pour l'ensemble des sociétés dans lesquelles nous investissons. Notre ambition pour 2025 est de poursuivre ces efforts avec détermination, au service de la durabilité et de nos investisseurs notamment en maintenant la pression sur les secteurs à forte intensité carbone et sur la consommation d'eau.*